CIDFF
Centre d'information
sur les droits des femmes
et des familles
Loire



Rapport d'activité

2024

PRÉSENTÉ LORS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DU 17 AVRIL 2025

Sommaire

L'édito de la présidente 2

Nos principes d'action **3**
et nos valeurs

Le CIDFF de la Loire en chiffres **4**
pour 2024

L'activité **6**
Accès au droit 6
Accompagnement vers l'emploi 9
Sensibilisation, formation 12

Nos moyens d'action **15**

L’édito de la présidente



Nous vivons une période anxiogène et pleine de contradictions. Ainsi en 2024 la France a inscrit non le droit à l’IVG dans sa constitution, mais la liberté de pouvoir avorter, encore faut-il y avoir facilement accès (réf au désert médical) et dans le même temps nous subissons une remontée du masculinisme complètement décomplexée. En 2024 nous avons vécu le procès dit « de Mazan » qui a fait prendre conscience du sexisme et des violences systémiques, mais elles perdurent et sont même déclarées en hausse. A ceci s’ajoute des inégalités sociales et économiques persistantes pour les femmes. Notre société est de plus en plus polarisée autour des enjeux d’égalité de genre dans les médias et dans les discours politiques et les mauvais vents d’outre atlantique laissent présager de difficiles combats pour les femmes afin de conserver leurs acquis. Nous savions bien que les choses étaient fragiles et que rien n’était vraiment acquis en matière d’égalité Femme-Homme, mais là je crains que nous ayons entamé un véritable recul et que malheureusement les paroles de Simone de Beauvoir soient d’une actualité brulante.

« N’oubliez jamais qu’il suffira d’une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question ».

Bien sûr notre situation peut paraitre enviable si l’on pense aux Afghanes, aux Iraniennes, aux Syriennes, qui se demandent de quoi l’avenir sera fait ; de notre côté, il faut que nous soyons fortes, rassemblées pour leur donner le courage de lutter et pouvoir les aider même à distance.

Pour en revenir à notre CIDFF de la Loire, l’année 2024 aura été chaotique avec l’absence de notre directrice titulaire et un remplacement qui a cessé dès le 15 janvier. Je me suis donc attachée à essayer de combler ce vide et à préserver la cohésion de l’équipe jusqu’au mois de mai. Mais vous verrez que le résultat financier en a pâti, n’ayant pas pu honorer toutes les prestations programmées. Heureusement, au mois de mai nous avons retrouvé Mellila Bakha, en tant que directrice, que je remercie ici sincèrement pour son implication et tout le travail effectué. Chaotique également avec une décision unilatérale de l’Etat, au mois d’août, d’augmenter tous les salariés des CIDFF en leur faisant bénéficier de la « prime Ségur ».Certes, nous réclamions cette avancée salariale pour nos équipes mais pas sans compensation financière. Cela met à mal l’équilibre financier de la plupart des CIDFF du réseau national. Une campagne intense de lobbying de notre fédération nationale et de tous les départements, qui ont interpellés leurs parlementaires, a abouti à un amendement trans-partisan voté au parlement. Nous aurions à ce jour l’assurance d’une compensation sans encore connaitre exactement la clé de répartition de la somme allouée, ni les conclusions définitives de Bercy. Notre comité des financeurs pour 2024 a dû être reporté début 2025 ; il a rassemblé tous nos principaux financeurs que je remercie pour leur soutien.

BRIGITTE MARTY
Présidente



Nos principes d'action et nos valeurs

Depuis plus de 50 ans, les Centres d'information sur les droits des femmes et des familles exercent une mission d'intérêt général, confiée par l'État, pour favoriser l'accès aux droits des femmes et leur insertion socio-économique.
Le CIDFF de la Loire, intervient depuis 2008 sur l'ensemble du département de la Loire. Il dispose d'un agrément de l'Etat, service droits des femmes (2022-26). Son activité s'inscrit dans le Code de l'Action sociale et des Familles.
L'équipe est composée de 6 professionel·les : juristes, conseiller.ères en insertion professionnelle, agent·es d'accueil.

Trois services complémentaires

- Accès au droit : information juridique gratuite et confidentielle sur RDV
- Emploi/insertion : accompagnement personnalisé vers l'emploi de femmes
- Education, sensibilisation, formation

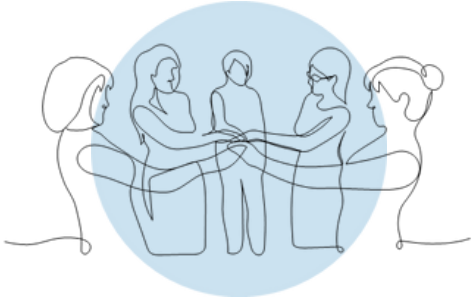
Nos principes d'action

- Rendre les femmes actrices de leur autonomie personnelle, professionnelle et sociale
- Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes
- Lutter contre les violences sexistes et sexuelles
- Accueillir chaque femme en tenant compte des spécificités de son parcours et lui proposer un accompagnement global

Nos engagements

- Accueil inconditionnel ;
- Gratuité ;
- Confidentialité

L'association adhère à la Fédération régionale des CIDFF et à la Fédération nationale des CIDFF.



Le CIDFF de la Loire en chiffres pour 2024

2986
personnes informées, sensibilisées ou accompagnées

997
personnes informées sur leurs droits individuellement

84
femmes en (ré)insertion professionnelle accompagnées

334h
d'actions collectives ont permis de sensibiliser ou de former **1927** personnes

6
salariées
5.6 etp

12
lieux de permanences sur le département dont **9** en QPV
4 France Services

7
expositions disponibles pour les partenaires

Le CIDFF de la Loire en chiffres pour 2024

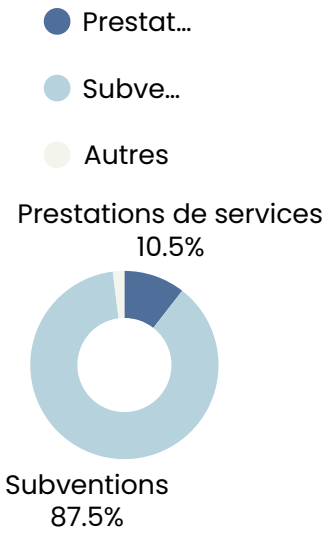
Résultat comptable 2024

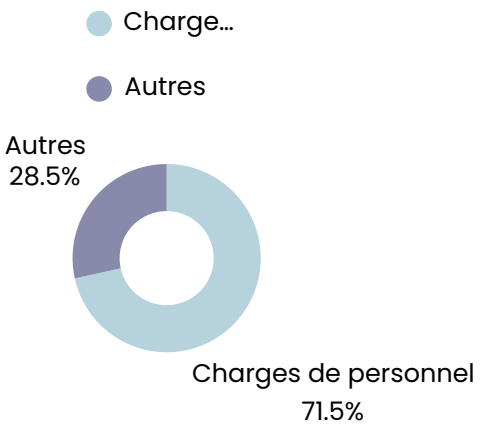
PRODUITS
- prestations de services 27065€
- subventions 224859€
- autres 5057€

Total des produits : 256981€

CHARGES
- charges de personnels 194556€
- autres 77400€

Total des charges : 271956€





87.5% du total des produits sont des subventions.
Elles proviennent à 48% de l'Etat, à 17,8% de la Région AURA, à 17,3% de la Ville de St-Etienne et de la Métropole stéphanoise.

Les charges de personnel représentent 71,5% du total des charges.

Résultat -13118€

Un engagement à réaliser de 12000€ explique le déficit sur l'année 2024.

L'activité
Accès au droit

Le CIDFF de la Loire assure un service départemental d'accès au droit, **neutre, confidentiel** et **gratuit**, assuré par deux juristes diplômées et expérimentées.

Rendre l'information juridique **accessible**, **compréhensible** et **intégrable** dans la vie quotidienne constitue un pilier de l'association.
Les juristes apportent une écoute globale et personnalisée afin d'aider les personnes à obtenir des informations concernant leur(s) problématique(s).

Entretiens physiques ou téléphoniques

Exclusivement sur RDV auprès du standard **04 77 01 33 55**

Durée : **30 min à 1h**

Délai maximum 2 semaines entre la formulation de la demande et le RDV

Une couverture territoriale optimisée

Un **siège social** à St-Etienne
Une **antenne** à Roanne
12 points de RDV sur le département, dont :

- 9 en Quartiers Prioritaires et 2 en milieu rural
- 4 localisés en France Services

50% des EPCI sont couvertes, correspondant à 91% de la population

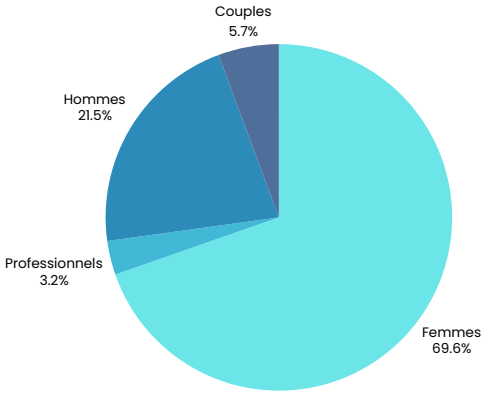




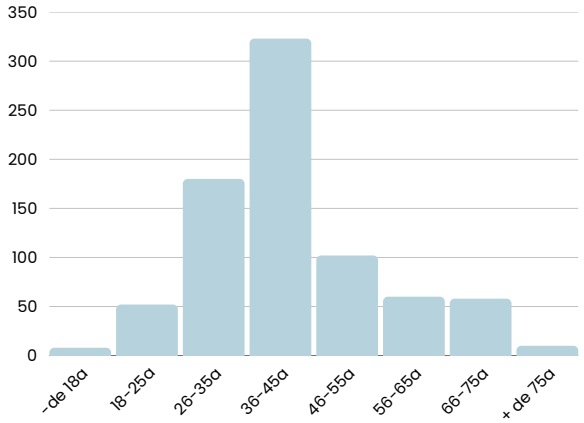
997 personnes ont été informées individuellement, soit une légère augmentation (+3%) par rapport à l'année 2023.

Caractéristiques des personnes informées

Près de 70% des personnes informées sont des femmes. 21,5% sont des hommes, 5.7% des couples et 3.2% des professionnel.le.s.



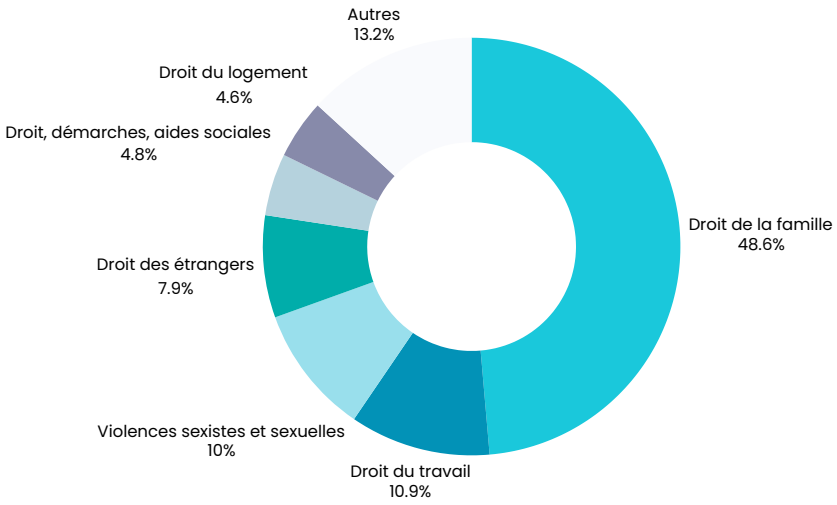
La tranche d'âge la plus représentée est celle des 36-45 ans (32.4%). Viennent ensuite les 26-35 ans (18.1%), puis les 46-55 ans (10.2%). Au total, plus de la moitié des publics informés ont entre 26 et 45 ans, tendance déjà observée par le passé et qui tend à accentuer.



L'activité
Accès au droit

Répartition par domaine du droit traité

La grande majorité des demandes traitées relèvent du droit de la famille (48.6%), une tendance qui s'accentue depuis plusieurs années (+2.7 pts par rapport à 2023, et +0.8 par rapport à 2022).
Le droit du travail (10.9%) est relativement stable depuis 2022.
Les demandes relatives aux violences ont augmenté en 2024 (+3.4 pts par rapport à 2023, +3.6 par rapport à 2022).
Le droit des étrangers a quant à lui significativement diminué (-6.8 pts par rapport à 2023), se stabilisant au niveau observé en 2021.



Focus sur les violences

- Contexte des violences subies : 72% au sein de la famille (65% au sein du couple et 7% autres), 19% au travail, 9% dans l'entourage (hors famille)
- Dans 55% de ces situations, les violences étaient physiques
- 96% des victimes étaient des femmes

En complément, **7 ateliers (21h)** ont permis d'informer **119 personnes** sur le droit du travail et le droit de la famille : des femmes en insertion et des groupes d'apprenants en Français Langue Etrangère d'un centre social.

L'activité
Accompagnement vers l'emploi

Une approche spécifique reconnue par l'Etat

Le CIDFF de la Loire est agréé Bureau d'Accompagnement Individualisé vers l'Emploi par l'Etat (CPO 2021-26), qui reconnaît la pertinence de son approche spécifique pour accompagner les femmes dans leurs démarches d'insertion ou de réinsertion professionnelle.

Malgré la participation massive et croissante des femmes au marché du travail depuis 1975 en France, celles-ci rencontrent encore des difficultés spécifiques d'accès à l'emploi. Les impératifs de retour rapide sur le marché du travail peuvent s'avérer inadaptés aux temporalités des personnes dites « éloignées » ou « très éloignées » de l'emploi, parmi lesquelles les femmes sont sur-représentées. Les objectifs de placement rapide par les opérateurs de l'insertion classiques peuvent par ailleurs amener à reproduire la structure genrée du monde du travail, déjà fortement segmenté. L'accompagnement du CIDFF propose un accompagnement au long cours et porte une attention particulière aux différentes étapes de parcours. Les femmes peuvent en effet faire face à d'autres problématiques qui seront prioritaires à leur entrée ou réinsertion sur le marché du travail : violences au sein du couple, garde d'enfants, confiance en soi dégradée, freins linguistiques, manque de formation...

De façon complémentaire aux activités du Réseau Public pour l'Emploi et des acteurs de l'insertion, le CIDFF s'adresse à des demandeuses d'emploi rencontrant des obstacles spécifiques ou dont les perspectives classiques d'emploi impliquent une position infériorisée sur le marché du travail. Le CIDFF est signataire d'un accord-cadre de partenariat avec France Travail (2022-25) pour favoriser l'égalité professionnelle entre les Femmes et les Hommes et la mixité professionnelle.

La **libre adhésion** est au coeur de la démarche.



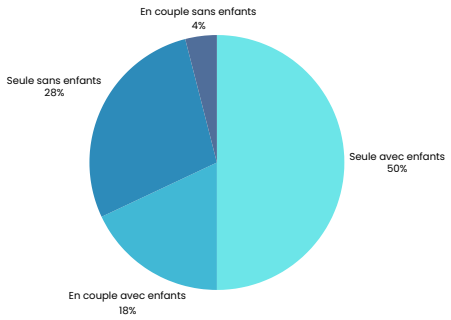
L'activité
Accompagnement vers l'emploi

Programme ARIANE : accompagnement personnalisé

Le CIDFF, via la Fédération Régionale des CIDFF AURA, est signataire depuis 2017 d'une convention d'objectifs avec la Région, renouvelée en 2021 pour 5 ans, qui l'engage à accompagner de manière personnalisée 50 femmes très éloignées de l'emploi par an.

Caractéristiques des femmes accompagnées :

- 48% étaient âgées de 46 ans et plus
- répartition selon la situation familiale : 50% étaient seules avec enfants et 28% seules sans enfants



- niveau de qualification : 38% sans diplôme, 12% niv.3 (CAP, BEP), 16% niv.4 (Bac), 34% niv. 5 à 8 (ens. sup.)
- situation au regard de l'emploi
- 34% habitantes de QPV, 34% victimes de violences conjugales, 32% bénéficiaires du RSA, 18% relevant du FLE, 12% RQTH ou en cours

Résultats : **54%** de sorties positives (5 CDI, 7 CDD, 1 SIAE, 8 entrées en formation qualifiante ou certifiante, 5 entrées en formation non-certifiante, 1 PMSMP)

Depuis septembre 2024, pour faciliter les parcours des bénéficiaires:
Nous réalisation des permanences au sein des locaux de SOS violences conjugales (1/2 journée par semaine)
Nous accueillons des permanences hebdomadaires de médiatrices en santé (Groupe AESIO) au siège du CIDFF (2 demi-journées par semaine)

L'activité
Accompagnement vers l'emploi

Tremplin vers l'emploi

Un parcours d'ateliers thématiques à destination de femmes des QPV, visant l'insertion professionnelle en encourageant la diversification des choix professionnels et l'accès à la formation, en améliorant l'estime de soi et le pouvoir d'agir, en limitant les échecs de la reprise d'une activité professionnelle et en prévenant les situations de discrimination et de harcèlement au travail.

Cette action est co-financée par l'Etat et St-Etienne Métropole dans le cadre des contrats de ville. En 2024, le CIDFF a signé d'une Convention Pluriannuelle d'Objectifs avec St-Etienne Métropole (2024-26).

En 2024:

- 20 demi-journées du 01/10 au 17/12, dans la Vallée de l'Ondaine (la 2nde session prévue a été reportée sur début 2025)
- Partenariats multiples : Relais emplois, France Travail Firminy, France Services Chambon-Feugerolles, Ondaine Agro, GRETA, MIFE Loire Sud, AESIO (médiation santé), communes (La Ricamarie, Chambon-Feugerolles), Cie Carnage, association Loire boxe française
- 20 femmes accompagnées : 48% âgées de plus de 45 ans ; 50% étaient seules avec enfants et 28% seules sans enfants
- 15 étapes positives au cours de l'action



Zoom sur le projet "Toutes vers l'emploi", pour lever les freins linguistiques à l'emploi

Un groupe de 14 femmes accompagnées par le CIDFF ont bénéficié d'une formation de 120h en Français Langue Etrangère
Le projet s'est déroulé à la Maison de l'emploi, du 24/10 au 17/12
L'adaptation des rythmes aux contraintes de vie personnelle des femmes ainsi que la mise en place d'un contexte d'apprentissage sécurisant ont permis une assiduité totale et une progression notoire des apprenantes.
9 ont passé un examen certifiant (Test d'Evaluation du Français)

L'activité
Sensibilisation, formation

La sensibilisation et la formation constituent de puissants leviers de transformation sociale. L'équipe pluridisciplinaire est mobilisée, à l'occasion des événements du 8 mars et du 25 novembre mais aussi tout au long de l'année pour diffuser une culture de l'égalité.

Sensibiliser et informer... depuis la primaire jusqu'à l'université

7 mars
Ateliers sur les **stéréotypes** et le **sexisme** (lycéens, Chambon-Feugerolles)

28 février
Atelier sur l'**égalité dans le sport** (Pépinière Jeunesse, Sauvegarde 42)

Du 8 au 24 mars
Participation aux "Bus de l'égalité" (12è édition), territoire de St-Etienne Métropole

Ateliers sur l'**égalité** filles-garçons et le **sexisme** (collégiens)
Expositions « Tous les métiers sont mixtes » et « Les découvreuses anonymes » présentées à l'Hôtel de Ville de St-Etienne et visites guidées

17 et 18 avril, puis le 09 juillet
Prévention violences sexistes et sexuelles (volontaires Service National Universel, Bessat)

18 juin
Atelier **Violences sexistes et sexuelles au Travail** (salariés, entreprise Candia)

28 août
Atelier/émission radio sur l'**égalité dans le sport** (Pépinière Jeunesse, Sauvegarde 42, Radio ondaine)

9 septembre
Ateliers **Violences sexistes et sexuelles** (journée d'intégration, Ecole Centrale)

10 septembre
Inégalités femmes-hommes **face et dans le travail** (Conférence, Université Jean Monnet)

12 septembre
Co-animation débat sur les **violences conjugales**, Crédit agricole

26 septembre
Stand et ateliers de **sensibilisation** Festi'VE (festival de rentrée, Université Jean Monnet)

3 octobre
Ateliers sur les **violences sexistes et sexuelles** (étudiants comédiens, La Comédie de St-Etienne)

21 novembre
Stand et animation Journées d'information en santé sexuelle (Campus de médecine)

3 décembre
Intervention au **colloque** (ADIL) "Opportunité professionnelle ou mobilité subie : comment faire pour que le logement ne soit pas un frein ?"

L'activité
Sensibilisation, formation

Outiller les professionnel.le.s

...en les formant ou en les sensibilisant

Violences sexistes et sexuelles au travail :

- 7 ateliers de sensibilisation de responsables et/ou salarié.e.s, en intra- ou en inter-entreprises

Intégrer l'égalité dans sa pratique :

- 1 formation (7h) des étudiants préparant le Diplôme d'Etat de professeur de théâtre (Ecole de La Comédie de St-Etienne)



Le CIDFF a également participé à l'organisation de la journée d'étude "Les enfants, victimes oubliées des violences conjugales" (28 mars) porté par SOS violences conjugales, en partenariat avec St-Etienne Métropole, l'Etat (Droits des femmes) et la Ville de St-Etienne.

Depuis le 30 septembre 2024, nous sommes en capacité de délivrer des formations dans le cadre de la **certification QUALIOPI** obtenue par la Fédération régionale des CIDFF dont nous sommes sous-traitants.

Qualiopi
processus certifié
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
La certification qualité à été délivrée au titre de la catégorie d'action suivante :
Action de formation

...en leur mettant à disposition de la documentation

Dans un contexte où l'égalité filles-garçons se constitue en "marché", les partenaires (éducation nationale, enseignement supérieur et recherche, organisations employeuses, éducation populaire, collectivités) expriment le besoin de disposer de supports de qualité, actuels, et accessibles facilement pour sensibiliser leurs publics.
Nous disposons de **7** expositions et de nombreux jeux sur l'égalité et les violences de genre accessibles en prêt ou location à prix réduit.

L'activité
Sensibilisation, formation

En 2024, grâce au soutien financier de l'Espace Solidarité Passerelle, notre stock s'est enrichi de nouveaux supports adaptés aux enfants de moins de 12 ans, et de nouveaux outils permettant de sensibiliser à des problématiques émergentes, telles que la notion de "consentement".

Zoom sur l'exposition « L'égalité filles-garçons, c'est bon pour les droits de l'enfant. Et le respect aussi ! »

Réalisée par Adéquations avec la complicité de l'illustratrice Pénélope Paicheler, l'exposition s'adresse aux enfants de 6 à 12 ans.

Elle donne des informations sur la **Convention internationale des droits de l'enfant** (CIDE), avec une perspective de genre.
Chaque panneau présente un droit particulier, une analyse des obstacles spécifiques aux filles et aux garçons pour l'exercice de leurs droits, des dessins pour réagir, un encart informatif permettant de souligner une donnée particulière et une invitation à s'investir dans une action pour favoriser la mise en œuvre des droits.



Conférence "Les droits des femmes en questionS"

104 personnes
ont participé à ce temps fort qui s'est tenu
le 25 octobre à la Maison de l'emploi, St-Etienne

Avec **Maître Nadia Aït Zaï**
Avocate spécialisée en Droit de la famille/femmes/enfants,
Maîtresse de Conférence, faculté de Droit Ben Aknoun (Alger) et
Fondatrice du CIDDEF (lieu de mémoire du mouvement féminin, Alger)

Partenariats **Assa Azekka** et **la Maison du Crêt de Roc**



Nos moyens d'action

Une gouvernance mobilisée au sein d'une vie associative dynamique

Le Conseil d'administration réunit partenaires, représentants du réseau et personnalités qualifiées. Il est présidé par Brigitte Marty.

Composition du bureau au 16 avril 2025

Brigitte MARTY	Liliane MEA KUNSZT	Sophie JULLIOT
Présidente	**Trésorière**	**Secrétaire**

Une expertise salariée

L'expertise du CIDFF de la Loire est portée par une équipe de 6 collaboratrices. En avril 2025, l'équipe est composée de :

Mellila BAKHA Directrice
Fanny LA PIANA Assistante de gestion
Marianne PRUVOST Juriste
Ninon PAYRE Juriste
Valérie THOMAS Conseillère en Insertion Professionnelle
Firdaous OUZDINE Chargée de projet emploi/insertion en alternance

Le CIDFF soutient une politique de formation visant à anticiper les changements sociaux et à améliorer les capacités d'informer et d'accompagner les usagers.
En 2024, les professionnelles ont bénéficié de **5 séances d'Analyse de la pratique professionnelle**. Elles ont suivi **77h de formation**, dont 63h dispensées par la Fédération nationale des CIDFF. Entre autres :

- une juriste s'est formée à la prise en compte par les autorités judiciaires des enfants victimes ou témoins de violences familiales (7h)
- une conseillère en insertion professionnelle s'est formée le développement de la confiance en soi chez les femmes accompagnées dans un CIDFF (28h)

Nos moyens d'action

Des soutiens institutionnels

Le CIDFF de la Loire peut compter sur le soutien privilégié d'institutions publiques et en premier lieu du **Ministère chargé de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations**, via la Délégation Départementale des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes, son financeur principal.

D'autres ministères et institutions contribuent au financement de l'activité du CIDFF 42 et à la mise à disposition de moyens matériels :

- Région AURA
- Agence Nationale de la Cohésion des Territoires
- Saint-Etienne Métropole
- Ville de St-Etienne
- Caisse des Allocations familiales de la Loire
- Département de la Loire
- Ville de Roanne
- Pilat Rhodanien
- Ville d'Andrézieux-Bouthéon
- Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse ;

Enfin, l'Espace Solidarité Passerelle a apporté son soutien à des actions menées en 2024.

Depuis 2021, le CIDFF organise un **comité des financeurs** annuel.




MINISTÈRE
CHARGÉ DE L'ÉGALITÉ
ENTRE LES FEMMES ET
LES HOMMES,
DE LA DIVERSITÉ ET DE
L'ÉGALITÉ DES CHANCES
Liberté
Égalité
Fraternité


La Région
Auvergne-Rhône-Alpes


SAINT-ETIENNE
métropole


ville de
Saint-Étienne
L'expérience design


anct
agence nationale
de la cohésion
des territoires


ALLOCATIONS
FAMILIALES
Caisse
nationale


ANDREZIEUX-BOUTHEON


Ville de
ROANNE


Loire
LE DÉPARTEMENT


COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES
DU PILAT RHODANIEN


Point
Passerelle
LOIRE HAUTE-LOIRE

CIDFF DE LA LOIRE

18, avenue Augustin Dupré
04 77 01 33 55
(accueil téléphonique ouvert du lundi au vendredi de 9h à 12h30)

cidff42@cidff42.fr
https://loire.cidff.info/

Association régie par la loi 1901
Agréée par l'État
Membre de la FNCIDFF et de la FRCIDFF
AURA
SIRET 508 518 040 00037 - APE 9499Z